

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2003/09517]

Direction générale de la Législation civile et des Cultes
Arrêtés concernant les associations internationales
et les établissements d'utilité publique

Un arrêté royal du 11 mai 2003 :

1° accorde la personnalité civile à l'établissement d'utilité publique « Fondation Louis Van der Warden », dont le siège est établi à Leuze-en-Hainaut;

2° approuve les statuts de cet établissement.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2003/09517]

Directoraat-generaal Burgerlijke Wetgeving en Erediensten
Besluiten betreffende de internationale verenigingen
en de instellingen van openbaar nut

Bij koninklijk besluit van 11 mei 2003 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de instelling van openbaar nut « Fondation Louis Van der Warden », waarvan de zetel te Leuze-en-Hainaut gevestigd is;

2° worden de statuten van deze instelling goedgekeurd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2003/09131]

Direction générale de la Législation civile et des Cultes
Arrêtés concernant les associations internationales
et les établissements d'utilité publique. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 13 janvier 2003, p. 996, deuxième arrêté, 4^e ligne, il y a lieu de lire « 1040 Bruxelles » au lieu de « 1050 Bruxelles ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2003/09131]

Directoraat-generaal Burgerlijke Wetgeving en Erediensten
Besluiten betreffende de internationale verenigingen
en de instellingen van openbaar nut. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 13 januari 2003, blz. 996, tweede besluit, 4^e lijn, leze men « 1040 Brussel » in plaats van « 1050 Brussel ».

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[2003/35621]

Toekenning van een hoger ambt

Bij besluit van de Vlaamse regering van 21 februari 2003 wordt de heer Freddy Colson, eerste opdrachthouder van de administratie Wetenschap en Innovatie, met ingang van 1 maart 2003 belast met de uitoefening van het hoger ambt van secretaris-generaal van het departement Wetenschap, Innovatie en Media.

Bij besluit van de Vlaamse regering van 21 februari 2003 wordt de heer Alfons, Maes, leidend ambtenaar van de administratie Economie, met ingang van 1 maart 2003 belast met de uitoefening van het hoger ambt van secretaris-generaal van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2003/27416]

27 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles en vue de l'inscription d'un nouveau tronçon de la ligne de chemin de fer 124 Bruxelles-Charleroi destiné à permettre la rectification de la courbe de Baulers sur le territoire de Nivelles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 39bis et 42 à 46;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1981 établissant le plan de secteur de Nivelles, modifié notamment par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 6 août 1992, 2 mars 1995 et 23 juillet 1998;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu la loi du 22 mars 2002 portant assentiment à l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissements pluriannuel 2001-2012 de la SNCB;

Considérant la situation existante de droit et de fait;

Considérant le projet de la SNCB de rectifier la courbe de Baulers, dans le cadre de la pose d'une 3^e et 4^e voies, afin de porter la vitesse nominale à 160 km/h sur le tronçon Uccle-Nivelles de la ligne 124;

Considérant la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement du 14 juin 1992, ainsi que l'Accord de Kyoto, ratifié par la Belgique en 1997, dont l'objectif est de limiter la production de gaz à effet de serre;

Considérant le Livre blanc de la Communauté européenne « Politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix » du 12 septembre 2001 préconisant le transfert modal;

Considérant le plan fédéral de développement durable approuvé par le Conseil des Ministres le 20 juillet 2000 allant dans le même sens;

Considérant que, dans son option VI.3 « Maîtriser la mobilité en vue d'atteindre un équilibre entre la satisfaction de la demande de déplacement et la préservation du cadre de vie », le SDER préconise de recourir au mode de transport le plus respectueux de l'environnement et du cadre de vie, en particulier en promouvant les transferts de modes vers les transports en commun et en améliorant l'équilibre général du réseau au profit du chemin de fer;

Considérant l'engorgement progressif du réseau routier ainsi que l'émergence de zones de congestion structurelle généralement sur les axes de pénétration et voiries périphériques des grandes villes;

Considérant que cette situation est particulièrement préoccupante en Brabant wallon, dans la mesure où cette Province connaît, par sa proximité avec la Région bruxelloise, d'importants mouvements pendulaires quotidiens vers celle-ci;

Considérant que, dans son option VI.2 « Contribuer au renforcement de la structure spatiale de la Wallonie » le SDER, estime que la mise en place d'une desserte de qualité par chemin de fer de type RER, à bonne fréquence, permettra de limiter le trafic de transit réalisé en voiture particulière et améliorera parallèlement les relations de la Wallonie avec le pôle de développement économique important que constitue la Région bruxelloise;

Considérant que cette mesure s'inscrit pleinement dans la volonté exprimée par le SDER de structurer l'aire de coopération transrégionale avec Bruxelles;

Considérant, comme le reconnaît le SDER, que la création du RER requiert notamment de porter à quatre voies la capacité ferroviaire de la ligne 124 entre Bruxelles et Nivelles conformément à la décision de la Conférence interministérielle des communications et de l'infrastructure du 30 mars 1999;

Considérant que le Contrat d'avenir pour la Wallonie, adopté le 20 janvier 2000, privilégie, dans sa sous-fiche 42.6, la mise en œuvre d'un RER répondant aux besoins wallons de déplacement vers Bruxelles, dont notamment la mise à quatre voies de la ligne 124 de Bruxelles à Nivelles;

Considérant que le Plan pluriannuel d'investissements 2001-2012 de la SNCB constate que l'intégration de l'offre RER à l'offre actuelle se traduirait non seulement par un accroissement quantitatif du nombre de trains mais également par un accroissement de la mixité des trafics, très pénalisante en terme de capacité; que la configuration actuelle de la ligne 124 ne permet pas d'y accroître l'offre ferroviaire; qu'un accroissement de capacité de cette ligne est dès lors nécessaire;

Considérant que le plan d'investissements propose dès lors la mise à quatre voies de la ligne 124 entre Linkebeek et Nivelles;

Considérant par ailleurs la nécessité d'augmenter la vitesse nominale des trains pour le trafic de voyageurs afin d'accroître l'attractivité du transport par chemin de fer;

Considérant que, dans l'avis qu'il a rendu le 21 juin 2001 sur le Plan « décennal » de la SNCB, le Gouvernement wallon a rappelé qu'un accroissement des vitesses de référence notamment sur la relation Bruxelles-Charleroi constituait une de ses priorités;

Considérant que les caractéristiques techniques du tracé actuel traversant Baulers et Nivelles ne permettent pas d'atteindre l'objectif de relèvement de la vitesse nominale, actuellement limitée à 60 km/h;

Considérant qu'une rectification du tracé s'impose dès lors pour les voies rapides (liaison Bruxelles-Charleroi) afin d'éviter la courbe de Baulers;

Considérant que le Plan d'investissements pluriannuel 2001-2012 de la SNCB prévoit l'étude de la rectification du tracé actuel de la ligne 124 entre Lillois et Nivelles;

Considérant que le présent projet de la SNCB s'inscrit dans ce cadre;

Considérant que la réalisation de ce nouveau tracé de la ligne 124 nécessite son inscription préalable au plan de secteur;

Considérant que ce tracé pour les voies rapides (liaison Bruxelles-Charleroi) est compatible avec le maintien du tracé actuel pour les voies lentes (branche R2 du RER), ce qui a pour conséquence de n'exiger pour la nouvelle ligne qu'une plate-forme limitée à deux voies;

Considérant que le Gouvernement wallon a, en date du 11 juillet 2002, décidé que des mesures environnementales seraient prises dans le cadre de la mise à quatre voies de la ligne 124 notamment;

Considérant qu'aux termes des articles 8 et 10 de la loi du 22 mars 2002 précitée, le Gouvernement de la Région wallonne s'engage, notamment pour le projet de mise à quatre voies de la ligne 124 entre Bruxelles et Nivelles, à terminer les différentes procédures relatives aux demandes d'autorisations administratives et permis requis selon les différentes réglementations relevant de ses compétences, tels les permis d'urbanisme, dans un délai maximum de dix-huit mois à partir de l'introduction du dossier complet par le demandeur et, s'il échet, à modifier les plans d'aménagement à cet effet;

Considérant que, par l'article 13 de ladite loi, le Gouvernement fédéral donne instruction à la SNCB d'introduire avant la fin de l'année 2002 les dossiers relatifs aux demandes de permis requis notamment pour le projet de mise à quatre voies de la ligne entre Bruxelles et Nivelles;

Considérant que la révision du plan de secteur de Nivelles en vue de l'inscription du tracé rectifié de la courbe de Baulers revêt dès lors un caractère d'urgence indéniable;

Considérant que Nivelles est un pôle reconnu par le SDER, lequel préconise de créer des infrastructures de transfert (parking-relais) en favorisant l'usage des gares existantes dans les agglomérations afin de contribuer à l'attractivité des centres et au bon usage des transports en commun;

Considérant que la réalisation du tracé en projet suppose l'aménagement du croisement entre les RN27 et 252, actuellement géré par un passage dénivelé; que la réalisation d'un giratoire pourrait être envisagée;

Considérant que le viaduc prévu dans la partie sud du tracé permet de préserver la zone d'activité économique industrielle, laquelle bénéficiera en outre d'une meilleure accessibilité, favorable à son développement futur;

Considérant que l'impact visuel de la nouvelle plate-forme est particulièrement important dans le franchissement de cette zone d'activité économique industrielle;

Considérant que, dans la partie Nord du tracé, la nouvelle assiette ferroviaire est totalement invisible compte tenu de ce qu'elle est fortement en déblai;

Considérant que le tracé en projet empiète très légèrement sur le domaine de Fonteneau, classé comme site le 12 avril 1977 pour son intérêt esthétique; que ce tracé se superpose à la ferme dite de l'Hostellerie, reprise à l'Inventaire du Patrimoine monumental de Wallonie, et implique sa démolition;

Considérant que le tracé en projet ne porte atteinte :

- ni à un élément protégé par la législation sur la conservation de la nature;
- ni à un périmètre d'intérêt paysager;

Considérant que le tracé en projet est situé à proximité relative d'une prise d'eau de la SWDE;

Considérant que l'étude d'incidences de plan aura à évaluer l'impact du tracé en projet notamment sur la zone de prévention de captage;

Considérant que le tracé en projet, étant situé à proximité de 3 sièges d'exploitations agricoles, en affecte directement la rentabilité;

Considérant que l'étude d'incidences de plan analysera l'impact du tracé en projet notamment sur le cadre paysager et la fonction agricole ainsi que les mesures palliatives qu'il y aurait lieu d'y apporter;

Considérant que le tracé en projet ne surplombe aucun gisement connu exploitable;

Considérant que les archives minières de l'administration régionale ne relèvent la présence ni d'anciens puits de mine, ni de carrières souterraines, ni d'exploitations de minerai de fer sous ou à proximité du projet;

Considérant qu'il y aura cependant lieu de vérifier la stabilité du sol lors des travaux futurs;

Considérant qu'il s'indique de prévoir un périmètre de réservation de 75 m de part et d'autre du tracé de manière à pouvoir l'affiner ultérieurement sur les plans technique et environnemental;

Considérant que l'ensemble de ces développements constitue l'analyse de la situation existante de fait et de droit visée à l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte l'avant-projet de révision de la planche n° 39/7 du plan de secteur de Nivelles en vue de l'inscription d'un nouveau tronçon de la ligne de chemin de fer 124 Bruxelles-Charleroi destiné à permettre la rectification de la courbe de Baulers sur le territoire de Nivelles conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de et à Nivelles.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2003/27416]

27. MÄRZ 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Annahme des Vorentwurfs einer Revision des Sektorenplans Nivelles im Hinblick auf die Eintragung eines neuen Abschnitts der Eisenbahnlinie 124 Brüssel-Charleroi, der zur Begradigung der Kurve von Baulers auf dem Gebiet von Nivelles bestimmt ist

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 39bis und 42 bis 46;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Nivelles, in seiner insbesondere durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. August 1992, vom 2. März 1995 und vom 23. Juli 1998 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Gesetzes vom 22. März 2002 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 11. Oktober 2001 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über den mehrjährigen Investitionsplan 2001-2012 der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen;

In der Erwägung der Sach- und Rechtslage;

In Erwägung des Projekts der NGBE, die Kurve von Baulers im Rahmen der Anlage eines 3. und eines 4. Gleises zu begradigen, um die Nenngeschwindigkeit auf 160 km/h im Abschnitt Uccle-Nivelles der Linie 124 zu erhöhen;

In Erwägung der Rio-Erklärung über die Umwelt und die Entwicklung vom 14. Juni 1992 sowie des 1997 von Belgien ratifizierten Kyoto-Abkommens, die zum Zweck haben, die Entwicklung von Treibhausgas zu begrenzen;

In Erwägung des Weißbuchs der Europäischen Gemeinschaft "Die europäische Verkehrspolitik bis 2010: Weichenstellungen für die Zukunft" vom 12. September 2001, das ein Wechseln auf andere Verkehrsmittel befürwortet;

In Erwägung des föderalen Umweltplanes für die nachhaltige Entwicklung, der am 20. Juli 2000 vom Ministerrat gutgeheißen wurde, der in die gleiche Richtung läuft;

In der Erwägung, dass der Entwicklungsplan des regionalen Raums in seiner Zielsetzung VI.3 "Die Mobilität im Hinblick auf die Erreichung eines Gleichgewichts zwischen der Befriedigung der Nachfrage im Verkehrsbereich und einer Erhaltung guter Umwelt- und Lebensbedingungen beherrschen" empfiehlt, Verkehrsmittel zu benutzen, die die Umwelt am meisten schonen und Rücksicht auf den Lebensraum nehmen, insbesondere dadurch, dass der Wechsel zu öffentlichen Verkehrsmitteln gefördert wird und das allgemeine Gleichgewicht des Verkehrsnetzwerkes zugunsten der Eisenbahn verbessert wird;

In Erwägung der allmählichen Verstopfung des Straßennetzes sowie der Entstehung struktureller Stauzonen meistens auf den Zubringerachsen und Randstraßen der Großstädte;

In der Erwägung, dass dieser Zustand in Wallonisch-Brabant besonders besorgniserregend ist, insofern diese Provinz durch ihre Nähe zur Brüsseler Region täglich mit einem starken Pendelverkehr nach und von Brüssel konfrontiert ist;

In der Erwägung, dass laut dem Entwicklungsplan des regionalen Raums in seiner Zielsetzung VI.2 "zur Verstärkung der Raumstruktur in Wallonien beitragen" die Einrichtung einer guten Bedienung mit der Bahn von der Art des RER mit guter Frequenz gestatten würde, den Personenwagenverkehr zu begrenzen und parallel hierzu die Beziehungen der Wallonie mit dem wichtigen wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkt der Brüsseler Region verbessern würde;

In der Erwägung, dass diese Maßnahme dem im Entwicklungsplan des regionalen Raums ausgedrückten Willen völlig entspricht, das Gebiet transregionaler Zusammenarbeit mit Brüssel zu strukturieren;

In der Erwägung, dass die Verwirklichung des RER voraussetzt, wie es im SDER zugegeben wird, dass die Bahnkapazität der Linie 124 zwischen Brüssel und Nivelles auf vier Gleise erhöht wird, in Übereinstimmung mit dem Beschluss der am 30. März 1999 stattgefundenen Interministeriellen Konferenz für Verkehr und Infrastrukturen;

In der Erwägung, dass der am 20. Januar 2000 verabschiedete Vertrag für die Zukunft der Wallonie in Teil 42.6 die Einführung eines RER zur Begegnung der wallonischen Bedürfnisse, was die Fahrten nach Brüssel betrifft, insbesondere durch den viergleisigen Ausbau der Linie 124 von Brüssel bis Nivelles bevorzugt;

In der Erwägung, dass es im mehrjährigen Investitionsplan 2001-2012 der NGBE festgestellt wird, dass die Eingliederung des RER-Angebots in das heutige Angebot nicht nur eine quantitative Erhöhung der Anzahl Züge, sondern auch eine größere Mischung der Verkehrsmittel zur Folge hätte, was für die Kapazität sehr benachteiligend ist; dass die heutige Beschaffenheit der Linie 124 es nicht erlaubt, das Eisenbahnangebot zu erhöhen; dass eine Steigerung der Bahnkapazität dieser Linie deshalb notwendig ist;

In der Erwägung, dass der Investitionsplan infolgedessen vorschlägt, die Strecke der Linie 124 zwischen Linkebeek und Nivelles auf vier Gleisen zu erweitern;

In Erwägung außerdem der Notwendigkeit, die Nenngeschwindigkeit der Züge für den Personenverkehr zu erhöhen, um die Attraktivität des Eisenbahnverkehrs zu verbessern;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in ihrem Gutachten vom 21. Juni 2001 über den "Zehnjahresplan" der NGBE darauf hingewiesen hat, dass eine Erhöhung der Nenngeschwindigkeiten insbesondere auf der Linie Brüssel-Charleroi zu seinen Prioritäten zählt;

In der Erwägung, dass es wegen der technischen Eigenschaften der heutigen Trasse durch Baulers und Nivelles nicht möglich ist, das Ziel der Steigerung der Nenngeschwindigkeit, die z.Z. auf 60 km/h begrenzt ist, zu erreichen;

In der Erwägung, dass eine Begradigung der Trasse also für Schnellstraßen (Verbindung Brüssel-Charleroi) unerlässlich ist, um die Kurve von Baulers zu meiden;

In der Erwägung, dass es im mehrjährigen Investitionsplan 2001-2012 der NGBE vorgesehen ist, eine Begradigung der heutigen Trasse 124 zwischen Lillois und Nivelles zu untersuchen;

In der Erwägung, dass sich das vorliegende Projekt der NGBE in diesen Rahmen einfügt;

In der Erwägung, dass diese neue Trasse der Linie 124 in den Sektorenplan eingetragen werden muss, bevor sie verwirklicht werden kann;

In der Erwägung, dass diese Trasse für die Schnellstraßen (Verbindung Brüssel-Charleroi) mit der Erhaltung der heutigen Trasse für die langsamen Verkehrswege (Zweig R2 des RER) vereinbar ist, was zur Folge hat, dass nur eine auf zwei Gleisen beschränkte Plattform für die neue Linie erforderlich ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 11. Juli 2002 beschlossen hat, Umweltmaßnahmen zu ergreifen, insbesondere im Rahmen des viergleisigen Ausbaus der Linie 124;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung gemäß Artikel 8 und 10 des vorerwähnten Gesetzes vom 22. März 2002 verpflichtet, insbesondere für das Projekt der Erweiterung der Linie 124 auf vier Gleise zwischen Brüssel und Nivelles die verschiedenen Verfahren bezüglich der Beantragung der erforderlichen administrativen Genehmigungen und Erlaubnisse, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, wie etwa die Städtebaugenehmigungen, innerhalb einer Frist von höchstens achtzehn Monaten ab dem Zeitpunkt, an dem der Antragsteller die vollständige Akte eingereicht hat, abzuschließen, und ggf. die Raumordnungspläne zu diesem Zweck abzuändern;

In der Erwägung, dass die Föderalregierung durch Artikel 13 des genannten Gesetzes der NGBE die Anweisung gibt, vor Ende des Jahres 2002 die Akten bezüglich der Genehmigungsanträge einzureichen, insbesondere für das Projekt der Erweiterung auf vier Gleise der Linie zwischen Brüssel und Nivelles;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplanes Nivelles zur Eintragung der abgeänderten Trasse der Kurve von Baulers also zweifellos einen dringlichen Charakter aufweist;

In der Erwägung, dass der Entwicklungsplan des regionalen Raums Nivelles als Schwerpunkt anerkannt und empfiehlt, Transfer-Infrastrukturen (Relais-Parkplätze) zu schaffen, und dabei die Benutzung der in besiedelten Gebieten bestehenden Bahnhöfe zu fördern, um zur Attraktivität der Zentren und zur sinnvollen Benutzung der öffentlichen Verkehrsmittel beizutragen;

In der Erwägung, dass die Verwirklichung der im Entwurf befindlichen Trasse voraussetzt, dass die Kreuzung zwischen den RN27 und 252, die zur Zeit eine Über- bzw. Unterführung ist, umgestaltet wird; dass die Anlage eines Kreisverkehrs denkbar ist;

In der Erwägung, dass der im südlichen Teil der Trasse vorgesehene Viadukt ermöglicht, das industrielle Gewerbegebiet zu erhalten, und dass dieses außerdem besser zugänglich sein wird, was für seine zukünftige Entwicklung günstig ist;

In der Erwägung, dass der optische Impakt der neuen Plattform an der Überquerung dieses industriellen Gewerbegebietes besonders groß ist;

In der Erwägung, dass das neue Schienenbett im nördlichen Teil der Trasse völlig unsichtbar ist, da es in einem Geländeeinschnitt gebaut wird;

In Erwägung des kleinen Überbaus der geplanten Trasse auf die Domäne Fonteneau, die am 12. April 1977 als Landschaft aufgrund ihres ästhetischen Interesses unter Schutz gestellt wurde; dass diese Trasse auf dem Gebiet des im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgenommenen Bauernhofes "ferme de l'Hostellerie" liegt, und dessen Abbruch voraussetzt;

In der Erwägung, dass die Trasse:

- weder ein aufgrund der Naturschutzgesetzgebung geschütztes Gut;
- noch einen Umkreis von landschaftlichem Interesse antastet;

In der Erwägung, dass die geplante Trasse in relativer Nähe zu einer Wasserentnahmestelle der "Société wallonne des eaux" (Wallonische Wassergesellschaft) liegt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich dieses Plans die Auswirkungen der geplanten Trasse insbesondere auf die Präventivzone zum Schutze der Wasserentnahmestellen einzuschätzen haben wird;

In der Erwägung, dass die geplante Trasse in der Nähe von drei Landwirtschaftsbetrieben liegt und daher deren Rentabilität unmittelbar beeinflusst;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich dieses Plans die Auswirkungen der geplanten Trasse insbesondere auf den Landschaftsrahmen und die landwirtschaftliche Funktion sowie die notwendigen Abhilfemaßnahmen analysieren wird;

In der Erwägung, dass die geplante Trasse kein bekanntes eschließbares Vorkommen überragt;

In der Erwägung, dass in den Bergbauarchiven der regionalen Verwaltung weder ehemalige Bergbauschächte noch unterirdische Steinbrüche noch Eisenerzabbaubetrieb unter oder in der Nähe von dem Projekt erwähnt werden;

In der Erwägung, dass die Bodenstabilität bei zukünftigen Bauarbeiten jedoch zu überprüfen sein wird;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, einen Reserveumkreis von 75 m auf beiden Seiten der Trasse vorzusehen, um sie ggf. auf technischer wie auch auf umweltbezogener Ebene nachträglich näher bestimmen zu können;

In der Erwägung, dass diese Erläuterungen die in Artikel 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnte Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage bildet;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung nimmt den Vorentwurf einer Revision der Karte 39/7 des Sektorenplans Nivelles im Hinblick auf die Eintragung eines neuen Abschnitts der Eisenbahnlinie 124 Brüssel-Charleroi, der zur Begradigung der Kurve von Baulers auf dem Gebiet von Nivelles bestimmt ist, gemäß dem beigefügten Plan an.

Art. 2 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1, in 5100 Jambes, und bei der Gemeindeverwaltung Nivelles eingesehen werden.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2003/27416]

27 MAART 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel waarbij een nieuw baanvak van de spoorlijn 124 Brussel-Charleroi opgenomen wordt met het oog op de rechtekking van de bocht van Baulers op het grondgebied van Nijvel

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 39bis en 42 tot 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1981 tot bepaling van het gewestplan Nijvel, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 6 augustus 1992, 2 maart 1995 en 23 juli 1998;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER), op 27 mei 1999 aangenomen door de Waalse Regering;

Gelet op de wet van 22 maart 2002 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjarige investeringsplan 2001-2002 van de NMBS;

Gelet op de bestaande rechts- en feitelijke toestand;

Gelet op het project van de NMBS betreffende de rechtekking van de bocht van Baulers in het kader van de aanleg van een derde en een vierde spoor om de nominale snelheid tot 160 km/u. te verhogen op het baanvak Ukkel-Nijvel van de lijn 124;

Gelet op de Verklaring van Rio de Janeiro inzake milieu en ontwikkeling van 14 juni 1992 en het Protocol van Kyoto, bekrachtigd door België in 1997, die de beperking van de productie van broeikasgassen beogen;

Gelet op het Witboek van de Europese Commissie "Europees vervoersbeleid tot het jaar 2010 : tijd om te kiezen" van 12 september 2001 waarbij het modaal shift wordt aanbevolen;

Overwegende dat het federaal plan inzake duurzame ontwikkeling, op 20 juli 2000 door de Ministerraad goedgekeurd, hetzelfde standpunt inneemt;

Overwegende dat het "S.D.E.R." in optie VI.3. "De mobiliteit beheersen om een evenwicht te bereiken tussen het voorzien in verplaatsingsbehoeften en de bescherming van het leefkader", het gebruik aanbeveelt van het vervoermiddel dat het milieuvriendelijkst is en het meest rekening houdt met het leefkader, meer bepaald door de modale overdracht naar de openbare vervoermiddelen te bevorderen en door het globale evenwicht van het net te verbeteren ten gunste van de spoorwegen;

Gelet op de geleidelijke opstopping van het wegennet en op de zones met structurele verkeersopstoppingen die over het algemeen ontstaan op de aanvoerwegen en op de wegen aan de rand van de grote steden;

Overwegende dat die toestand bijzonder zorgwekkend is in Waals-Brabant aangezien die provincie, doordat ze vlakbij de Brusselse regio ligt, het toneel is van een belangrijk dagelijks pendelverkeer in die richting;

Overwegende dat het "S.D.E.R." in optie VI.2. "Bijdragen tot de versterking van de ruimtelijke structuur in Wallonië" van mening is dat de totstandbrenging van een kwaliteitsvolle bediening d.m.v. GEN-spoorwegen met vlotte frequentie, het transitieverkeer van privé-wagens zal helpen beperken en tegelijkertijd zal bijdragen tot betere verbindingen tussen Wallonië en de belangrijke groeipool van het Brussels Gewest;

Overwegende dat deze maatregel volledig beantwoordt aan de in het "S.D.E.R." uitgedrukte wil om een gebied voor transregionale samenwerking met Brussel te structureren;

Overwegende dat voor de totstandbrenging van het GEN, zoals in het "S.D.E.R." toegegeven, o.m. vereist wordt dat de capaciteit van lijn 124 tussen Brussel en Nijvel op vier sporen wordt gebracht, overeenkomstig de beslissing van de Interministeriële Conferentie voor Verkeer en Infrastructuur van 30 maart 1999;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2000 in onderrubriek 42.06 de voorrang geeft aan de totstandbrenging van een GEN dat in de Waalse verplaatsingsbehoeften richting Brussel voorziet, waaronder de aanleg van vier sporen op de lijn 124 van Brussel naar Nijvel;

Overwegende dat het meerjareninvesteringsplan 2001-2012 van de NMBS vaststelt dat de integratie van het GEN-aanbod in het huidige aanbod aanleiding zou geven niet alleen tot een kwantitatieve groei van het aantal treinen maar ook tot een toename van het gemengde verkeer die qua capaciteit heel nadelig zou uitvallen; dat de huidige configuratie van lijn 124 geen hoger spooraanbod toelaat; dat de capaciteit van die lijn dan ook vergroot moet worden;

Overwegende dat het investeringsplan dan ook voorstelt om vier sporen aan te leggen op lijn 124 tussen Linkebeek en Nijvel;

Overwegende anderzijds dat de nominale snelheid van de reizigerstreinen verhoogd moet worden om de attractiviteit van het spoorvervoer te vergroten;

Overwegende dat de Waalse Regering in haar advies van 21 juni 2001 over het "tienjarenplan" van de NMBS eraan herinnert heeft dat de verhoging van de referentiesnelheden, meer bepaald op de lijn Brussel-Charleroi, één van haar prioriteiten is;

Overwegende dat de technische kenmerken van het huidige tracé door Baulers en Nijvel geen verhoging toelaten van de nominale snelheid, thans beperkt tot 60 km/u.;

Overwegende dat het tracé bijgevolg rechtgetrokken moet worden voor de snelle spoorlijnen (verbinding Brussel-Charleroi) om de bocht van Baulers te omzeilen;

Overwegende dat het meerjareninvesteringsplan 2001-2012 van de NMBS voorziet in het analyse van de rechtekking van het huidige tracé van lijn 124 tussen Lillois en Nijvel;

Overwegende dat het huidige NMBS-project in die lijn ligt;

Overwegende dat het nieuwe tracé van lijn 124 op het gewestplan moet worden opgenomen voordat het verwezenlijkt kan worden;

Overwegende dat dat tracé voor snelle spoorlijnen (verbinding Brussel-Charleroi) verenigbaar is met het behoud van het huidige tracé voor trage lijnen (tak R2 van het GEN), met als gevolg dat voor de nieuwe lijn slechts één platform van hoogstens twee sporen vereist wordt;

Overwegende dat de Waalse Regering op 11 juli 2002 beslist heeft dat milieumaatregelen zouden worden genomen in het kader van de aanleg van vier sporen op lijn 124;

Overwegende dat de Regering van het Waalse Gewest krachtens de artikelen 8 en 10 van bovenvermelde wet van 22 maart 2002 zich ertoe verbindt, meer bepaald voor de geplande uitbreiding tot vier sporen op lijn 124 tussen Brussel en Nijvel, binnen hoogstens achttien maanden na indiening van een volledig dossier door de aanvrager de verschillende procedures te beëindigen wat betreft de aanvragen om toekenning van de administratieve toelatingen en de vergunningen vereist overeenkomstig de verschillende reglementeringen die onder haar bevoegdheden vallen, zoals stedenbouwkundige vergunningen, en daartoe in voorkomend geval de plannen van aanleg te wijzigen;

Overwegende dat de federale Regering in artikel 13 van dezelfde wet de NMBS gelast de dossiers betreffende de aanvragen tot toekenning van de vereiste vergunningen, meer bepaald voor het project van uitbreiding tot vier sporen op lijn 124 tussen Brussel en Nijvel, vóór einde 2002 in te dienen;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan Nijvel met het oog op de opnemings van het rechtgetrokken tracé van de bocht van Baulers bijgevolg ontegensprekelijk een dwingend karakter heeft;

Overwegende dat het "S.D.E.R." Nijvel als pool erkent en aanbeveelt een overdrachtsinfrastructuur op te richten (overstapparkerplaatsen) door het gebruik van de bestaande stations in de stadsagglomeraties te bevorderen teneinde tot de aantrekkingskracht van de centra en tot een doelmatig gebruik van het openbaar vervoer bij te dragen;

Overwegende dat de verwezenlijking van het geplande tracé de aanleg van de kruising RN 27 - RN 252, thans ongelijkvloerse kruising, inhoudt; dat de aanleg van een rotonde overwogen zou kunnen worden;

Overwegende dat de in het zuidelijke gedeelte van het tracé geplande viaduct toelaat de industriële bedrijfsruimte te handhaven en de toegang ertoe zal vergemakkelijken wat haar toekomstige ontwikkeling ten goede zal komen;

Overwegende dat het visuele effect van het nieuwe platform bijzonder belangrijk is bij het doorkruisen van die industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat de nieuwe spoorbedding in het noordelijke gedeelte van het tracé totaal onzichtbaar is aangezien ze diep aangelegd is;

Overwegende dat het geplande tracé zich uitbreidt ten koste van een klein deel van het domein van Fonteneau dat op 12 april 1977 als landschap met esthetische waarde op de beschermingslijst werd opgenomen; dat het tracé de zgn. "ferme de l'Hostellerie", die op de monumentenlijst "Inventaire du patrimoine monumental de Wallonie" staat, gedeeltelijk in beslag neemt en het slopen ervan inhoudt;

Overwegende dat het geplande tracé geen schade toebrengt aan :

- een bij de wetgeving over natuurbehoud beschermd element;
- een perimeter met een landschappelijke waarde;

Overwegende dat het geplande tracé in de buurt komt van een waterwinning van de "SWDE" (Waalse waterdistributiemaatschappij);

Overwegende dat het milieueffectenonderzoek de weerslag van het geplande tracé op de preventiezone voor waterwinning moet onderzoeken;

Overwegende dat het geplande tracé in de buurt van de zetel van drie landbouwbedrijven ligt en bijgevolg hun rendabiliteit rechtstreeks in het gedrang brengt;

Overwegende dat het milieueffectenonderzoek de weerslag van het geplande tracé op de landschappelijke omgeving en de landbouwfunctie alsmede de oplossingen hiervoor zal onderzoeken;

Overwegende dat het geplande tracé niet boven een gekende ontginbare afzetting loopt;

Overwegende dat uit het mijnarchief van de gewestelijke administratie blijkt dat onder of naast het geplande tracé geen oude mijnputten of ondergrondse steengroeven, of uitbatingen van ijzerertsen liggen;

Overwegende dat de stabiliteit van de grond evenwel onderzocht moet worden voor toekomstige werken;

Overwegende dat aan weerskanten van het tracé een perimeter van 75 meter vrijgehouden moet worden zodat het later technisch en op milieuvlak gefinaliseerd kan worden;

Overwegende dat al deze gegevens de analyse van de feitelijke en de juridische toestand vormen zoals bedoeld in artikel 42 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt het voorontwerp van herziening van blad 39/7 van het gewestplan Nijvel aan waarbij een nieuw baanvak van spoorlijn 124 Brussel-Charleroi opgenomen wordt met het oog op de rechttrekking van de bocht van Baulers op het grondgebied van Nijvel overeenkomstig het bijgevoegde plan.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine", rue des Brigades d'Irlande, 1 - 5100 Jambes en bij het gemeentebestuur van Nijvel.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2003/31330]

20 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une autorisation de fourniture d'électricité à la société Nuon Belgium S.A.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 21, alinéa 2, 31, § 2 et 35, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 fixant les critères et la procédure d'octroi, de renouvellement, de cession, et de retrait d'une autorisation de fourniture d'électricité, notamment les articles 10 et 11;

Vu le dossier complet de demande d'autorisation introduit le 16 janvier 2003 par la société Nuon Belgium S.A.;

Vu l'avis DR-030131-03 du Service régulation de l'IBGE transmis au Ministre le 6 février 2003;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une autorisation de fourniture d'électricité est octroyée, pour une durée indéterminée, à la société Nuon Belgium S.A. ayant son siège social à la Medialaan 34, à 1800 Vilvoorde.

Art. 2. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 février 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,
E. TOMAS

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2003/31330]

20 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende toekenning van een leveringsvergunning voor elektriciteit aan de vennootschap Nuon Belgium N.V.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikelen 21, tweede lid, 31, § 2 en 35, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 houdende de criteria en de procedure tot toekenning, hernieuwing, overdracht en intrekking van een leveringsvergunning voor elektriciteit en met name de artikelen 10 en 11;

Gelet op het volledige dossier bij toelatingsaanvraag ingediend op 16 januari 2003 door de vennootschap Nuon Belgium N.V.;

Gelet op het advies DR-030131-03 van de Dienst Regulering van het BIM op 6 februari 2003 aan de Minister toegezonden;

Op voorstel van de Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een leveringsvergunning voor elektriciteit voor onbepaalde duur wordt toegekend aan de vennootschap Nuon Belgium N.V., met maatschappelijke zetel op de Medialaan 34, te 1800 Vilvoorde.

Art. 2. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 februari 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting,
E. TOMAS